

IDRC

**Development
Forum Series
1994**



CRDI

**Forums du
développement
1994**



What Role Do Values Play in Sustainable Development?

"The only chance for the survival of mankind in our civilization is for the West to give up its projects of cultural world domination and to recognize that it can learn far more from other cultures than it can ever hope to teach them. There are many ways to define what is good so the West cannot claim to be the only who knows to define it".

*(Serge Larouche
at the 17th Waigani Seminar on
Ethics and Development, Sept. 1986,
Port Moresby, New Guinea)*

Some would argue that one of the reasons for the failures of the prevailing twentieth century economic development model has been its inability to recognize the importance of the human value and belief systems that motivate much of humanity. Many in developing countries would say that they have given up a good deal of cultural identity trying to attain Western-style development, without having made significant economic gains.

Where do ethical and spiritual values and beliefs fit into the development paradigm? How should governments and development agencies deal with human values in their policies and programs? Within the context of a new vision of development, a review of Canadian foreign policy, and the emerging importance of the human factor in economic development, members of the panel will address these and other questions from various perspectives.

Speakers:

Keith Bezanson, President, International Development Research Centre (IDRC)

Betty Plewes, Executive Director, Canadian Council for International Co-operation (CCIC)

Pierre Sané, Secretary General, Amnesty International (United Kingdom)

Hon. Christine Stewart, P.C., M.P. Secretary of State for Latin America and Africa

Quel est le rôle des valeurs dans le développement durable?

Une humanité fraternelle n'a quelque chance d'en sortir que si l'Occident renonce à ses projets de domination culturelle mondiale et reconnaît qu'il a autant, et peut-être plus, à apprendre des cultures qu'il détruit que de leçons à donner. La définition du bien n'appartient en propre à personne, l'Occident ne peut prétendre en conserver l'exclusivité.

*— Serge Larouche,
17^e colloque Waigani sur l'Éthique et le
développement, septembre 1986,
Port Moresby, Nouvelle-Guinée.*

L'échec du modèle dominant de développement économique du XX^e siècle serait attribuable, dit-on, à son incapacité de reconnaître l'importance des valeurs et des convictions qui motivent une bonne partie de l'humanité et à en tenir compte. Nombreux sont ceux et celles qui, dans les pays du Sud, sont prêts à admettre qu'ils ont renoncé dans une large mesure à leur identité culturelle dans leur recherche d'un développement à l'occidentale et ce, sans avoir fait de progrès économiques notables.

Quelle est la place des préceptes éthiques et spirituels et des croyances dans le paradigme du développement? Comment les gouvernements et les agences de développement peuvent-ils prendre en compte les valeurs humaines dans leurs politiques et leurs programmes? Les conférenciers examineront la question sous différents angles, tenant compte à la fois de la nouvelle vision du développement, de l'examen de la politique étrangère canadienne et de l'importance accrue des facteurs humains dans le développement économique.

Conférenciers :

Keith Bezanson, président du Centre de recherche pour le développement international (CRDI)

Betty Plewes, directrice générale du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)

Pierre Sané, secrétaire général d'Amnistie internationale (Royaume-Uni)

Hon. Christine Stewart, C.P., M.P. Secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique



Peacekeeping, Peacemaking and Aid

Surveys have shown that Canadians' faith in aid programs has diminished somewhat due to a lack of positive results, negative media coverage and increased political conflicts in countries that have received aid. At the same time, opinion polls show that Canadians are very proud of their international reputation and support Canada's peace efforts even though they know them to be expensive.

Should aid be withheld from countries experiencing armed conflicts because of the great risks of losing that investment? Or is aid a tool for achieving political stability? There has been an international trend to move from peacekeeping to peacemaking. What impact does this have on how we view aid and the aid process? Should peacekeeping, peacemaking and aid be considered jointly or should they remain separate entities that serve different purposes?

Speakers will discuss the role that peacekeeping, peacemaking and aid should play. They will also share their vision of how peacemaking and aid could be reconciled while respecting a country's political sovereignty.

Speakers:

Mohamed Sahnoun, Former Special Representative of the UN Secretary General in Somalia, Pearson Fellow, IDRC

Bernard Wood, Director, Cooperation for Development, Organisation for Economic Co-Operation and Development (OECD) (France)

Major General Lewis MacKenzie, retired

Si tu veux la paix, 93-0901 prépare la paix!

Des sondages montrent que les Canadiens et Canadiennes ont moins confiance en l'aide internationale : ils n'en voient pas les résultats, les médias en présentent une image négative et les conflits semblent se multiplier dans les pays bénéficiaires. En revanche, les sondages montrent que les Canadiens sont fiers de la réputation de leur pays dans le monde et qu'ils appuient ses efforts pour le maintien de la paix même s'ils sont coûteux.

Beaucoup sont d'avis qu'il ne faut pas aider les pays en proie à des conflits armés parce que le risque de perdre notre investissement est trop grand. D'autres soutiennent que l'aide peut être un outil nécessaire pour instaurer la stabilité politique. De plus en plus, les opérations de maintien de la paix cèdent le pas à celles visant à l'établir. Quel est l'impact de ce changement sur notre façon de voir l'aide internationale? Les opérations de paix sont-elles à proprement parler de l'aide ou occupent-elles un créneau unique dans les affaires du pays?

Les conférenciers aborderont le rôle complémentaire que doivent jouer maintien de la paix, établissement de la paix et aide, si tant est que ce rôle existe. Ils diront aussi comment, selon eux, l'établissement de la paix et l'aide peuvent se concilier dans le respect de la souveraineté politique.

Conférenciers :

Mohamed Sahnoun, ancien représentant spécial auprès du secrétaire général des Nations Unies en Somalie et boursier Pearson, CRDI

Bernard Wood, directeur, Coopération pour le développement, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (France)

Général Lewis MacKenzie, à la retraite



The GATT Agreement, Biodiversity and Intellectual Property: Who Wins, Who Loses?

Attempts to strengthen intellectual property protection globally have been underway for more than a decade, mainly at the initiative of industrialized countries. Intellectual property was one of 15 negotiating subjects during the GATT Uruguay round.

Developed countries in general want stronger intellectual property protection in all areas of technology, including life forms. On the other hand, many developing countries consider that this will limit their access to innovations. In the case of biological materials, there is widespread concern, both North and South, that the increased use of patent protection will inevitably result in greater restrictions on access to, and the use of, biodiversity. While some believe that all inventions should be patentable, others strongly feel that at least multi-cellular life forms should be excluded.

What is the impact of the GATT agreement and the Convention on Biological Diversity as related to these concerns? Were the issues regarding intellectual property for living organisms settled in a balanced way? How can the concerns of developing countries be fully taken into account in the follow-up to GATT and the Convention on Biological Diversity?

Speakers:

Geoffrey Hawtin, Director-General,
International Plant Genetic Resource
Institute (IPGRI) (Italy)

Pat Mooney, Executive Director, Rural
Advancement Foundation International

GATT, biodiversité et propriété intellectuelle : qui perd? qui gagne?

Depuis des décennies, sous la pression exercée avant tout par les pays industrialisés, on tente d'en arriver à un accord mondial sur la propriété intellectuelle. Celle-ci comptait parmi les quinze points débattus lors de l'*Uruguay Round* du GATT.

Les pays développés, de façon générale, ont opté pour une application plus stricte de la propriété intellectuelle dans tous les secteurs de la technologie, dont celui des formes vivantes. Par contre, de nombreux pays du Sud sont d'avis qu'une telle protection limitera leur accès aux nouvelles techniques. Dans les deux hémisphères, cependant, on s'inquiète beaucoup de ce que l'irruption des brevets dans le domaine du matériel biologique pourrait restreindre l'accès à la biodiversité et en limiter l'utilisation. Alors que certains affirment que toute invention doit être brevetable, d'autres estiment que, à tout le moins, les formes vivantes pluricellulaires doivent être exclues d'un tel processus.

Face à ces préoccupations, quelle influence auront le GATT et la Convention sur la biodiversité? A-t-on réglé de façon équitable les problèmes soulevés par la propriété intellectuelle des organismes vivants? Les questions posées par les pays du Sud à ce sujet ont-elles vraiment été prises en considération par le nouvel accord du GATT et par la Convention sur la biodiversité?

Conférenciers :

Geoffrey Hawtin, directeur général,
International Plant Genetic Resource
Institute (IPGRI) (Italie)

Pat Mooney, secrétaire général, Rural
Advancement Foundation International



Are Trade Agreements Better Than Aid?

"Markets are certainly the best instruments for efficiency, but they have to be balanced by two things: one, regulations, so that they are competitive, obey the rule of law and are transparent; and two, compassion, so that their victims can be looked after by social safety nets."

(Mahbub ul Haq,
Human Development Report, 1993)

Are trade and economic cooperation the best way to improve the economies and human well-being of developing countries? Donor countries are often accused by the South of giving aid with one hand, but taking it away with the other, by imposing trade restrictions.

The latest regional and global trade agreements (GATT Uruguay Round, NAFTA, APEC) are seen by some as major opportunities for developing countries to access international markets. Is there a consensus in development circles that market access is at least as important as aid? If so, how far do these agreements go in ensuring that access? Will they live up to the claims of the "trade rather than aid" camp? What are the implications for aid policy?

These and other questions will be addressed by the panel.

Speakers:

Keith Bezanson, President, International Development Research Centre (IDRC)

Jennifer Hosten-Craig, author of "The Effect of a North American Free Trade Agreement on the Commonwealth Caribbean"

Sylvia Ostry, Chairperson, Centre for International Studies, University of Toronto

Accords commerciaux ou aide internationale?

Les marchés commerciaux sont certes des instruments efficaces, mais ils doivent être encadrés par deux choses : des règles qui assurent à la fois leur nature concurrentielle, le respect des lois et la transparence, et la compassion envers les victimes qui doivent être protégées par des filets de sécurité sociaux.

— Mahbub ul Haq,
Rapport sur le développement humain, 1993

Nombreux sont ceux et celles qui soutiennent que la meilleure façon d'améliorer le niveau de vie et le bien-être des habitants des pays en voie de développement est de promouvoir le commerce et la coopération économique. Pourtant, le Sud accuse souvent le Nord de donner d'une main et de reprendre de l'autre en imposant des restrictions au commerce.

Des observateurs voient dans les derniers accords commerciaux régionaux et mondiaux (le GATT et son *Uruguay Round*, l'ALENA et l'APEC) de grandes occasions offertes aux pays du Sud d'accéder aux marchés internationaux. Croit-on, dans les milieux du développement, que l'accès aux marchés est aussi important que l'aide? Si oui, dans quelle mesure les accords commerciaux vont-ils garantir un tel accès? Ces accords seront-ils à la hauteur des espoirs affichés par leurs promoteurs? Quelles en seront les répercussions sur la politique d'aide? Autant de questions qu'aborderont les conférenciers.

Conférenciers :

Keith Bezanson, président, Centre de recherche pour le développement international (CRDI)

Jennifer Hosten-Craig, auteur de "The Effect of a North American Free Trade Agreement on the Commonwealth Caribbean"

Sylvia Ostry, présidente, Centre d'études internationales, Université de Toronto



**For more information,
contact:**

Pauline Dole
Public Information
IDRC
250 Albert St.
Ottawa, Ontario
K1G 3H9
Tel.: (613) 236-6163 #2479
Fax: (613) 563-0815

All Development Forums are free of charge and are held in the auditorium, 14th floor of IDRC, from 9:30 a.m. to 12:30 p.m. Simultaneous translation is provided.

**Pour de plus amples renseignements
contactez :**

Pauline Dole
Information publique
CRDI
250, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1G 3H9
Tél. : (613) 236-6163 #2479
Télécopieur : (613) 563-0815

Ces Forums du développement sont gratuits et ont lieu dans l'auditorium du 14^e étage au CRDI de 9h30 à 12h30. La traduction simultanée est disponible.

Pour vous inscrire, veuillez identifier le(s) forum(s) auxquels vous comptez participer et retournez cette partie à l'adresse ci-haut mentionnée :
To register, please identify the forums you plan to attend and return this portion to the above-noted address:

le 8 février ☐
8 February

le 6 avril ☐
6 April

le 15 juin ☐
15 June

le 5 octobre ☐
5 October

Nom/Name: _____

Organisation/Organization: _____

Adresse/Address: _____

Télécopieur/Fax: _____ Tél./Tel.: _____